

# COVID-19: Insécurité et éducation au Burkina Faso

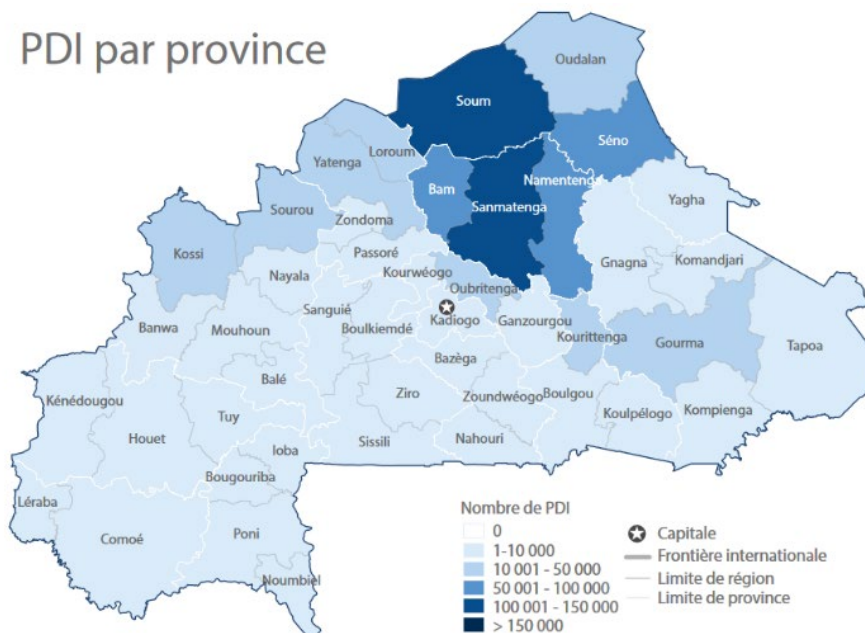
## Situation au début de l'année scolaire

Séries thématiques sur l'éducation – octobre 2020

- Afin de limiter la propagation de la pandémie de COVID-19, le gouvernement burkinabé a annoncé le 15 mars la fermeture de toutes les écoles et universités. Le 1er juillet, alors que les élèves des classes d'examen avaient pu retourner à l'école, environ 4,2 millions d'enfants étaient déscolarisés, ce pendant plus de six mois en raison des mesures de confinement. Ce n'est que le 1er octobre, date de la rentrée de la nouvelle année scolaire qu'ils ont pu retrouver le chemin de l'école. (Education Cluster 18/06/2020, MENA 29/05/2020, Burkina 24 au 27/05/2020).
- Dans des situations de conflit, de déplacement et d'insécurité, 350 000 enfants n'étaient pas scolarisés avant la COVID-19 (HCNUR 08/08/2020, Education Cluster 30/06/2020).
- Cette insécurité au Burkina Faso a entraîné en août 2020 le déplacement interne de plus d'un million de personnes parmi lesquels se trouvent 544 000 enfants ayant besoin d'aide à l'éducation (HCNUR 08/08/2020, Education Cluster 19/08/2020).
- Une action délibérée des groupes armés visant à attiser les tensions ethniques a poussé certains Peuls à se joindre à eux. De ce fait il persiste une stigmatisation accrue de la communauté peule dans son ensemble, ce qui abouti parfois à des attaques de représailles contre leurs villages.

### A propos de ce rapport

Ce rapport s'appuie sur une analyse d'informations publiquement disponibles, ainsi que sur une entrevue avec un informateur clé d'une organisation humanitaire située au Burkina Faso. On relève d'importantes lacunes en matière d'informations concernant l'exposition des enfants au recrutement par des groupes armés. Les données sur le recrutement des enfants au Burkina Faso n'étant pas disponibles, la justification de cette analyse repose principalement sur des rapports narratifs.



PDI par province, Source : OCHA 21/08/2020

## Considérations principales

- 1 Les répercussions des fermetures prolongées **des écoles sur la capacité (taux) de rétention ne sont pas connues** et doivent être surveillées dès le début de la nouvelle année scolaire.
- 2 La période prolongée de déscolarisation a peut-être facilité le recrutement des enfants dans des groupes armés, particulièrement les Peuls **marginalisés plus vulnérables**.

**L'année scolaire sera encore retardée dans certaines localités en raison de l'insécurité persistante et des inondations saisonnières, ce qui pourrait aggraver les risques auxquels sont confrontés les enfants non scolarisés.**

## Accès humanitaire



L'accès humanitaire au Burkina Faso limité par l'insécurité et les crues saisonnières. Parce qu'ils sont constamment en mouvement, les déplacés internes, y compris les enfants vulnérables identifiés dans ce rapport ont un accès limité aux services d'aide et aux programmes éducatifs.

## Contexte

### Recrudescence de l'insécurité depuis 2019

Après la destitution de l'ancien président Blaise Compaoré en 2014, la vacance de pouvoir et la mauvaise gouvernance ont permis l'occupation du nord et l'est du Burkina Faso par les groupes armés (Crisis Group 24/02/2020). Depuis 2018, la situation s'est rapidement dégradée. Il a été signalé 467 incidents violents dans le pays entre 2015 et 2018, 642 en 2019 et 454 entre janvier et août 2020 (ACLED).

Bien que des violences sporadiques soient présentes dans tout le pays, l'essentiel des incidents violents et des déplacements qui en résultent se produisent dans les régions du Sahel, du Centre Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Des groupes armés non étatiques (GANE) actifs dans ces régions opèrent également au Mali et au Niger, alimentant une crise transfrontalière dans la région de Liptako Gourma (ACLED, IOM 22/06/2020).

L'augmentation spectaculaire des déplacés internes causée par l'insécurité a entraîné des besoins humanitaires dans tous les secteurs. De 237 000 en juillet 2019, le nombre de déplacés internes dans le pays est passé à plus d'un million en août 2020 (HCNUR 08/08/2020). Un grand nombre de personnes déplacées internes (PDI) est situé dans les régions du Sahel et du Centre Nord. La majorité, vivant dans des zones inondables, risque d'être déplacée à nouveau pendant la saison des pluies actuelle (mai-octobre). En raison de la violence croissante au Burkina Faso, plusieurs milliers de réfugiés maliens sont retournés au Mali depuis le début de l'année. Malgré cela, la région du Sahel accueille plus de 19 000 réfugiés maliens. (HCNUR 23/06/2020, HCNUR 13/03/2020).

### La COVID-19 au Burkina Faso

Le premier cas de COVID-19 a été détecté le 9 mars à Ouagadougou. Et le 10 mars, le gouvernement déclarait officiellement que la COVID-19 était une épidémie (UNICEF 24/06/2020). Au 12 octobre, 2 294 cas de COVID-19 et 63 décès étaient confirmés au Burkina Faso (Gouvernement du Burkina Faso 12/10/2020). Alors que le virus s'est propagé à l'ensemble des treize régions du pays, 60 % des cas et 80 % des décès ont été signalés à Ouagadougou (Health Cluster 13/10/2020). L'exactitude des chiffres déclarés ne peut pas être vérifiée en raison d'un manque d'information sur les données relatives au dépistage. Par conséquent le nombre réel de cas de COVID-19 dans le pays est probablement plus élevé que celui annoncé.

### Mesures de confinement

Le 15 mars, le gouvernement annonçait la fermeture de toutes les écoles et universités du pays. Ceci était suivi par une interdiction de tout rassemblements publics, y compris les manifestations et les services religieux, d'un couvre-feu, de la fermeture des frontières

ainsi que la fermeture du marché de Ouagadougou. Les villes de Ouagadougou, Bobo Dioulasso, Dedougou, Houde, Banfora, Manga et Zorgho étaient en quarantaine avec interdiction d'entrées et sorties. Fin avril commençait la première phase de sortie de confinement avec l'ouverture du marché de Ouagadougou. La levée d'interdiction de voyage vers les villes mises en quarantaine a été levée le 5 mai et les lieux de culte ont été autorisés à ouvrir le 10 mai, avec une limite de 50 personnes pendant les mariages et les baptêmes. Le 1er août les voyages à l'international ont repris à l'aéroport de Ouagadougou et le 3 juin la levée de couvre feu (ACAPS 23/07/2020, RFI 29/07/2020).

Depuis l'annonce de la sortie de confinement, on constate un non respect croissant des mesures de distanciation sociale (Key Informant Interview (interview d'un informateur clé) 23/07/2020, SIG 21/06/2020). Il est difficile non seulement pour les PDI vivant dans les zones surpeuplées de la communauté hôte de respecter les mesures de distanciation de COVID-19, mais aussi pour les victimes des inondations (HCNUR 23/06/2020, FEWS NET 12/2013).

## Fermeture des écoles au Burkina Faso

### Les écoles au Burkina Faso face à l'insécurité sont obligées de fermer

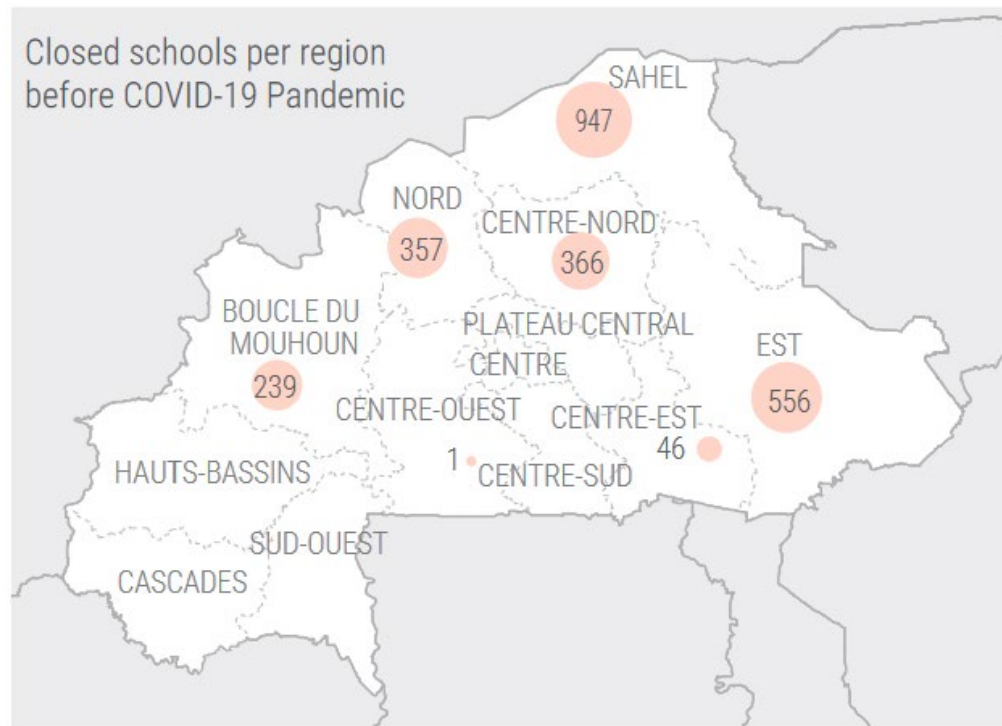
Les attaques contre les écoles par des groupes armés perturbent gravement l'éducation dans les zones en conflit. D'un côté ces écoles sont incendiées et pillées, de l'autre les enseignants sont menacés, enlevés ou tués (Human Rights Watch 08/09/2020). Avant la fermeture des écoles suite à la COVID-19, 2 500 avaient déjà été fermées en raison de l'insécurité, affectant près de 350 000 enfants et 11 200 enseignants. Les écoles des communautés d'accueil sont utilisées comme abris d'urgence, et l'afflux de nouveaux enfants submerge les infrastructures éducatives locales. Sur un effectif de 545 000 enfants directement touchés par l'insécurité, seuls 152 400 soit 28 % ont eu accès à une éducation classique ou non conventionnelle (Education Cluster 30/06/2020, The New Humanitarian 07/07/2020, Key Informant Interview 23/07/2020).

### Un accès humanitaire limité aux enfants non scolarisés

Les multiples déplacements poussent les gens à aller vivre dans des zones de plus en plus éloignées, rendant l'accès humanitaire plus difficile. La population ne connaît souvent ni où résident ni ce que font les membres de leurs familles qui ont préféré ne pas fuir le village (Key Informant Interview 23/07/2020). Présentement, 18 000 se trouvent dans des endroits non accessibles aux intervenants humanitaires (BCAH 21/08/2020).

Certains parents préfèrent envoyer leurs enfants dans des villes plus sécurisées afin que ces derniers gagnent de l'argent en faisant des petits jobs ou continuent leurs études dans des conditions plus favorables. Des données statistiques sur le nombre d'enfants se trouvant dans ces situations ne sont pas disponibles. Par contre des rapports

indiquent que la fermeture des écoles, des centres pour jeunes ainsi qu'une diminution des offres d'emploi pourraient entraîner une augmentation des besoins de protection de cette population. (The New Humanitarian 07/07/2020).



Source : BCAH 20/07/2020

### Les mesures prises afin d'alléger la COVID-19 ont causé la déscolarisation de 4,2 millions d'enfants pendant au moins six mois

Toujours dans l'optique de limiter la propagation du virus, le 16 mars, le gouvernement du Burkina Faso ordonnait la fermeture de toutes les écoles. Et le 1er juillet environ 800 000 élèves reprenaient le chemin de l'école. Le reste, soit 4,2 millions d'élèves qui n'étaient pas en classe d'examen ne reprirent les classes que le 1er octobre. Bien que des efforts aient été faits pour offrir aux élèves non scolarisés des possibilités d'apprentissage à distance par le biais d'instruction interactive par radio, d'émissions de télévision et de cours en ligne, seuls 118 000 soit 2,36 % des enfants concernés avaient bénéficié de ces initiatives en juin (Education Cluster 18/06/2020, MOAN 29/05/2020, Burkina 24 27/05/2020). Le manque d'appareils et de bonne connexion internet rends difficile l'accès aux initiatives d'apprentissage à distance aux PDI et aux réfugiés. Parce qu'ils sont exposés aux risques élevés d'abus, de négligence, de violence et d'exploitation, les enfants marginalisés qui

n'ont actuellement pas de possibilités d'être éduqués et qui de ce fait ne bénéficient pas des mesures de protection qu'offrent les écoles sont plus susceptibles de ne pas retourner à l'école à la reprise des cours. Ils sont également peu probable qu'ils accèdent aux dispositifs d'apprentissage, aux infrastructures ou à la connexion internet (UNHCR 30/06/2020).

## Répercussions sur les enfants peuls marginalisés

Les groupes armés tirent profit des tensions ethniques et de la frustration du peuple envers le gouvernement pour recruter les Peuls marginalisés (Crisis Group 24/02/2020). Les tensions de longue date ont persisté entre les Mossis (agriculteurs) et Peuls (éleveurs), deux communautés du centre et du nord du Burkina Faso concernant l'accès aux ressources naturelles et les revendications territoriales. L'augmentation de la violence causée par les groupes islamistes a aggravé les tensions intercommunautaires, encourageant le ressentiment qu'a la population pour les Peuls qui sont perçus comme étant surreprésentés dans les groupes armés (Jeune Afrique 06/07/2020). Les groupes d'autodéfense et les forces armées burkinabé auraient commis des exécutions extrajudiciaires contre des Peuls en réponse aux attaques de groupes armés (Human Rights Watch 07/08/2020, DW 11/03/2020). Les expropriations de terres et la stigmatisation marginalisent davantage les membres de la communauté peul.

### Accroissement potentiel de recrutement d'enfants

Les effets combinés d'un manque de scolarisation, de marginalisation, des tensions ethniques et d'un accès humanitaire limité facilite le recrutement d'enfants dans l'armée, en particulier les enfants peuls.

- La déscolarisation prolongée entraîne un manque d'intérêt pour l'éducation chez les parents et les enfants, ce qui peut augmenter le risque d'interruption définitive de la scolarité des enfants vulnérables (Education Cluster 15/08/2020).
- Les jeunes peuls déscolarisés qui ont été témoins d'exécutions extrajudiciaires par les forces armées ou des revendiquaient d'attaques par d'autres groupes armés sont la cible de recrutement. Les groupes armés utilisent les expériences traumatisantes et la marginalisation pour susciter de nouvelles tensions et favoriser le recrutement.
- L'accès à l'aide humanitaire pour les peul est difficile et les hommes n'accompagnent souvent pas les femmes pendant le déplacement. On ne sait pas si ceux qui ne partent pas se cachent, s'occupent de leur bétail ou rejoignent des groupes armés (Key Informant Interview 23/07/2020). Il a été constaté juste avant la pandémie de la COVID-19 un risque accru de recrutement pour les enfants qui

restaient dans leurs villages (UNICEF 29/01/2020). Avec cette intensification des activités des groupes armés il est nécessaire d'augmenter les besoins de protection des enfants au Burkina Faso, y compris la protection contre le recrutement (OCHA 21/08/2020).

- Les travailleurs humanitaires locaux ont identifié le risque de recrutement et ont commencé des efforts à petite échelle pour ramener les enfants déscolarisés sur le chemin de l'école (RFI 27/08/2020).
- Des cas de recrutement d'enfants ont été signalés dans les villages voisins du Mali où les mêmes groupes armés sont actifs. L'insécurité et les besoins d'autodéfense ont entraîné un recrutement d'enfants au Mali ainsi que la fermeture des écoles (Al Jazeera 19/04/2020, VOA 13/08/2020).

### **Alternatives limitées à l'enseignement scolaire**

Bien que non représentatives, les évaluations de la situation humanitaire en mai 2020 réalisées par REACH, donnent une indication du manque d'alternatives éducatives pour les enfants non scolarisés dans les régions de l'Est, du Nord, du Centre Nord et du Sahel. Les données provenant de la grande majorité des localités touchées par les fermetures d'écoles indiquent que les enfants en âge d'aller à l'école n'ont pris aucune mesure pour poursuivre des études extrascolaires au cours du mois de mai, comme étudier à la maison ou dans un autre cadre non scolaire. Dans les régions Est et Nord respectivement 8 % et 9 % des localités enquêtées ont répondu que les enfants ont étudié à domicile en mai, alors que ce nombre chute à 2 % dans le Centre Nord et à 0 % au Sahel (REACH 05/2020, REACH 05/2020, REACH 05/2020, REACH 05/2020).

### **Déficit d'informations**

Les tensions intercommunautaires, la méfiance envers les autorités burkinabé et le faible accès à l'aide humanitaire conduisent à d'importants déficits d'information sur la population peul. Il est difficile de connaître leurs besoins et leurs emplacements précis après des déplacements ou des attaques. Il n'existe pas de données permettant d'évaluer dans quelle mesure se produit le recrutement d'enfants peuls non scolarisés dans des groupes armés. Par conséquent, la capacité de réponse ciblée pourrait être limitée si ce risque commençait à se matérialiser. Le plus souvent il y a un manque d'informations actualisé sur les effets de la COVID-19 sur les besoins de protection de l'enfance au Burkina Faso (Education Cluster 25/08/2020).

## **Perspectives de la nouvelle année scolaire**

### **Inondations**

Les écoles sont utilisées comme abris d'urgence pour les personnes touchées par les inondations, exerçant une pression supplémentaire sur le système éducatif, juste avant le début de l'année scolaire. La saison des pluies, qui se termine normalement à la mi-octobre, a provoqué des inondations dans tout le Burkina Faso affectant 71000 personnes depuis le 10 septembre. Les régions les plus durement touchées sont le Centre Nord (21 600 personnes) et le Sahel (23 970 personnes) avec 733 000 des un million des déplacés internes du pays. Au moins 3 300 maisons et 1 790 abris d'urgence pour personnes déplacées ont été détruits. Les populations des régions touchées par les conflits sont particulièrement vulnérables aux inondations en raison des déplacements et des conditions de logement précaires (FEWS NET 12/2013, ICRC 09/09/2020, CONASUR, OCHA 11/09/2020).

### **Certaines écoles ne peuvent pas reprendre les cours**

Les attaques contre les écoles se sont poursuivies pendant les fermetures, compromettant la reprise des classes pour la nouvelle année dans certaines zones touchées par le conflit. À Tansarga (région de l'Est), 12 écoles ont été incendiées entre le 27 et le 29 juillet et une le 15 septembre (Gulmu Info 29/07/2020, Gulmu Info 16/09/2020). Le 21 septembre il avait été reporté que 2 206 écoles étaient fermées au début de la nouvelle année scolaire. (MENA 21/09/2020). L'évaluation rapide des besoins de la province d'Oudalan (région du Sahel) a révélé que seulement 8 % des 25 villages enquêtés avaient une école et que les enfants devaient marcher en moyenne une heure pour atteindre l'école la plus proche. Parmi les écoles enquêtées, 44 % ont été détruites et 32 % supplémentaires avaient besoin de réparations avant d'être en état de fonctionner (WFP 27/08/2020).